

Entretien avec Michel Chassang : « A ce rythme, la médecine de ville va disparaître »



347 - **Que vous inspire le PLFSS 2012 adopté par le Parlement ?**



Michel Chassang : C'est un PLFSS régressif, avec un ONDAM passant du taux de 2,8 % prévu à celui de 2,5 %, et c'est un PLFSS de rigueur durable, puisqu'il est établi pour cinq ans. Cela représente 500 millions d'euros d'économies supplémentaires, dont je constate, une fois de plus, l'inévitabilité répartition, puisque l'effort exigé sur les soins de ville s'élève à presque 400 millions d'euros, 380 millions très exactement, c'est-à-dire quatre fois plus que ce qui est demandé à l'hôpital.

Les honoraires des radiologues, anesthésistes et médecins nucléaires accusent une nouvelle baisse de 60 millions d'euros - venant s'ajouter aux 100 millions prévus dans la première mouture du PLFSS - et les cardiologues vont y passer aussi. Pourquoi ces quatre spécialités, et pourquoi uniquement les médecins libéraux ? A ce train, nous n'aurons bientôt plus de médecine de ville en France ! Si tel est l'objectif du Gouvernement, il faut qu'il le dise et qu'il assume clairement son choix.

Dans ce contexte de rigueur, il va être difficile de faire vivre la convention. Ne regrettez-vous pas votre signature ?

M. C. : Non, le vide conventionnel aurait été la pire des choses. Mais nous allons voir dans les prochains mois si la convention est sanctuarisée ou pas.

Vous ne suivez donc pas le SML dans son refus d'effectuer la tournée de promotion de la convention proposée par l'UNCAM ?

M. C. : Non, car je pense qu'on ne doit négliger aucun moyen utile pour aller à la rencontre des médecins et parler avec eux. On ne peut pas désertier quand on a signé une convention qui va profondément modifier leur exercice avec le paiement à la performance pour la mise en oeuvre duquel nous effectuons actuellement un important travail technique. Les cardiologues notamment, qui travaillent à l'élaboration d'indicateurs adéquats. ■(*gallery*)